

## PHILIPPE CHALMIN

Professeur d'histoire économique et directeur du Master affaires internationales à l'université Paris-Dauphine

Votre téléphone portable a été déconnecté. Vous êtes vieux, vous n'avez pas d'assurance et vous avez peut-être déjà Alzheimer. Et maintenant, parlons du manque de nourriture. C'est le troisième problème que nous allons traiter, aussi rapidement que possible. La sécurité alimentaire signifie, en fait, deux choses. L'une concerne le Nord, et l'autre, le Sud.

Si vous habitez dans un pays du Nord, quand vous parlez de sécurité alimentaire, vous pensez à la salubrité des aliments, et dans le cadre de notre débat, dans les pays développés, la sécurité alimentaire est liée à l'idée de fiabilité de la nourriture que nous mangeons. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, il est clair que jamais nous n'avons entendu autant de rumeurs sur la fiabilité de la nourriture.

Citons l'exemple de nos amis de Grande-Bretagne et de la maladie de la vache folle, ou celui de la Chine et de la grippe aviaire... Il y a deux ans, deux oies seulement sont mortes en France, provoquant la destruction de toute l'industrie de la volaille dans l'hexagone, par peur de la grippe aviaire. Puis-je vous rappeler, pour en revenir à la grippe aviaire, qu'il n'y a eu que deux morts en France, et peut-être 50 décès dans le monde entier dus à cette maladie.

L'an dernier, une très jolie histoire de concombre, venue d'Allemagne, a affecté l'industrie maraîchère européenne. Nous avons, au passage, découvert que l'agriculture biologique de l'Allemagne du Nord en était responsable. J'en ai fort goûté l'ironie, mais c'est une autre histoire. Bien entendu, dans un tel cas, les politiciens doivent agir rapidement. Laissez-moi vous rappeler que la maladie de la vache folle a provoqué un grand changement dans la quasi totalité du secteur de l'élevage européen, avec à la clé des exigences de traçabilité, et ainsi de suite. Avant d'aller au restaurant, il faudrait presque avoir une photo de la vache que nous allons manger...

Tout cela est très irrationnel, aussi, présentée de cette manière, l'insécurité alimentaire ne m'inquiète-t-elle pas tant que cela. En termes de fiabilité, nous n'avons jamais aussi bien mangé, et pourtant nous n'avons jamais entendu autant de rumeurs autour de la fiabilité alimentaire, surtout sur Internet, et cætera.

Le second sens du terme « sécurité alimentaire » est celui de disponibilité alimentaire. Aujourd'hui, nous pouvons choisir ce que nous allons manger au déjeuner et au dîner, mais les choix d'environ un milliard de personnes dans le monde ne sont pas de cet ordre. Chaque matin, ils se demandent ce qu'ils vont bien pouvoir trouver pour se nourrir. Un milliard de personnes, sur une population globale de sept milliards, ne meurent pas de faim. C'est une image que vous devriez oublier. Il n'y a pas d'émeutes de la faim, etc. Ces personnes souffrent de ce que j'appellerais la pauvreté alimentaire, c'est à dire qu'elles ne mangent pas bien parce qu'elles sont trop pauvres. Elles n'ont pas facilement accès à la nourriture, car celle-ci n'est pas assez disponible. Le problème qui se pose, comme l'a évoqué un collègue chinois, est de trouver des moyens de nourrir le monde à long terme, et je pense vraiment que le plus grand défi du XXI<sup>e</sup> siècle est de nourrir la population mondiale à long terme, d'arriver à nourrir, en 2070, non pas dix milliards d'Américains mangeant chez McDonald's, ni dix milliards d'Indiens végétariens, pas plus que dix milliards de Français, mais bien les dix milliards d'habitants de la planète.

Il sera donc certainement nécessaire de multiplier par deux la production agricole, juste pour répondre à nos besoins alimentaires. Et il faudra plus ou moins faire avec la même superficie de terre disponible. Selon moi, c'est là un des plus gros défis et des plus grands dangers du XXI<sup>e</sup> siècle qui a été complètement négligé au cours de ces dernières décennies. C'est pourquoi, de temps en temps, nous avons des crises de courte durée sous forme d'émeutes de la faim, par exemple, qui rappellent aux politiciens qu'ils doivent faire quelque chose.

Nous vivons à présent la troisième crise alimentaire de ces cinq dernières années. Prenons l'exemple du maïs. Les prix du maïs et des fèves de soja sont aujourd'hui à leur plus haut niveau. Que faisons-nous avec le maïs et les fèves



de soja ? Si nous les utilisons comme fourrage pendant 45 jours, nous obtenons un petit poulet. Au bout de 90 jours, nous avons un petit cochon, et ensuite, nous les massacrons.

En regardant l'évolution du prix du maïs, on s'aperçoit qu'à la fin du XXe siècle, le prix du boisseau était à 2 \$. Maintenant il est monté à 8 \$. Il en va de même pour les fèves de soja, parce que le maïs et les fèves de soja sont plus ou moins dans la même région. Soit dit en passant, la Chine est la principale importatrice de fèves de soja, parce que dès qu'on a un peu plus d'argent, la première chose que l'on achète est de la nourriture. Si vous allez sur la place Tian'anmen, vous y verrez un Kentucky Fried Chicken, et ces poulets qu'achètent les Chinois sont nourris avec des fèves de soja brésiliennes ou américaines.

Le cas du blé est intéressant, car il est lié à la politique. En 2008, nous voyons le prix du blé monter en flèche. En mars 2008, des émeutes de la faim ont lieu dans des villes d'Afrique et d'Haïti, et en mai 2008, de nombreux dirigeants politiques se réunissent à Rome pour le Sommet mondial de l'alimentation de la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), et tout le monde est d'avis qu'il faut investir davantage dans l'agriculture. Malheureusement, une autre crise a lieu trois mois plus tard, alors tout le monde oublie le problème initial, et la récolte de 2009 est bonne.

Puis, le 4 août 2010, Poutine, le Premier ministre russe, décide de pratiquer un embargo sur les exportations de blé. Les prix explosent et début 2011, ils montent encore à cause du printemps arabe. Si vous ne voulez pas avoir d'émeutes, nourrissez la population. Maintenant, la récolte de l'année est mauvaise en Russie, il y a un embargo en Ukraine depuis le 1er décembre, et les prix sont ceux que l'on sait.

Il est intéressant de noter que cette situation a pour contexte une réforme complète de la Politique agricole commune (PAC), et que pour la première fois en Europe depuis de nombreuses années, nous vivons dans un monde instable. Nous avons eu trois crises en cinq ans, et elles ne sont pas liées à la crise du changement climatique, etc. Il est avéré, je dirais, que structurellement parlant, nous n'avons pas consacré suffisamment de ressources à l'agriculture et aux politiques agricoles au niveau mondial.

Pour vous donner une idée du lien qui existe entre le prix de la nourriture et les problèmes politiques, prenez la situation actuelle en Égypte. L'Égypte est la première importatrice de blé au monde, environ 9 à 10 millions de tonnes. Cette année, la dette égyptienne sera de 4 à 5 milliards, et il n'est pas question pour le Président Morsi d'imposer à son peuple une hausse du prix du blé, ce qui provoquerait un soulèvement général dans son pays. Peut-être que Dominique sera en mesure de nous dire qui va payer la dette égyptienne ? Personnellement, je l'ignore, mais la question mérite d'être posée.

Le message est clair. À la fin du XXe siècle, à l'époque de la mise en place de programmes d'ajustement structurel dans beaucoup de pays africains, le crédo du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale était d'éviter à tout prix d'imposer des politiques agricoles. C'est exactement ce que disent aujourd'hui les Britanniques en Europe, mais c'est une autre histoire. Il est clair que nous avons éliminé beaucoup de politiques alimentaires et agricoles de par le monde. En même temps, nombreux sont ceux qui disent que nous devrions développer un mode d'agriculture biologique, ou qui se positionnent contre les organismes génétiquement modifiés (OGM), etc.

Nous avons cru un temps qu'il n'y aurait aucun problème alimentaire au XXIe siècle. C'est un très bel exemple de myopie gouvernementale, et même de myopie au niveau mondial. Il est désormais clair que nous allons devoir investir dans l'agriculture, non pas par l'appropriation illicite de terres, mais par le financement de vraies mesures pour de vraies pratiques agricoles.

Pour en finir avec la gouvernance mondiale, Pascal Lamy nous a dit hier qu'il espérait beaucoup de progrès dans certains secteurs : en particulier dans les domaines du protectionnisme, de la finance et de l'agriculture. Je suis en total désaccord avec lui. En ce qui concerne le troisième point, l'agriculture, il n'existe aucune politique mondiale. La FAO, l'Organisation mondiale de l'agriculture qui siège à Rome, fait partie du problème et non de la solution. Je pense que c'est une des pires bureaucraties au monde, et que le programme d'alimentation ne marche vraiment bien que dans les situations d'urgence.



Nous n'avons aucune gouvernance mondiale de l'agriculture. La France a essayé, en présidant le Sommet du G20, de réguler les marchés agricoles. Dans un monde instable, je ne crois pas que cela soit possible, et je pense que la plupart des gens sont d'avis qu'il est immoral de parier et de spéculer sur les marchés alimentaires. Il est immoral de spéculer sur des contrats à terme concernant le blé, le blé qui n'est pas seulement un symbole religieux, mais qui constitue l'aliment de base du monde entier.

Je suis d'accord avec ce principe d'immoralité, mais j'ajouterais que les marchés nous disent probablement la vérité. La meilleure évaluation du risque nous est donnée par le marché. En 2008, l'ancien Premier ministre français disait que nous devrions fermer les marchés. C'est une réaction très française. Je n'aime pas le marché, je n'aime pas ce qu'il nous dit, donc je décide de sa fermeture.

En réalité, les marchés nous donnent une perspective sur le futur, et quand les prix sont trop élevés, ils nous disent que le monde est peut-être interconnecté et peut-être aussi vieillissant, mais ils nous disent surtout que le monde est affamé.

Merci.